

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Qualité

Fiche VRE.44

Production biologique

Règlement (CE) n° 834/2007 du 28 juin 2007 modifié relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le Règlement 2092/91.

Règlement (CE) n° 889/2008 du 5 septembre 2008 modifié portant modalités d'application du Règlement 834/2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles.

Cahier des charges modifié concernant le mode de production biologique d'animaux d'élevage et complétant les dispositions des Règlements 834/2007 et 889/2008 (dernière modification = avenant n° 4, homologué par l'arrêté du 2 novembre 2017)

Règles d'usage de la marque « AB » - version du 28/02/2012

Guide d'étiquetage des denrées alimentaires biologiques – juillet 2017

Guide de lecture pour l'application des Règlements (CE) 837/2007 et 889/2008 – avril 2019

A partir du 1^{er} Janvier 2021, les règles actuelles seront remplacées par celles du Règlement (UE) n° 2018/848 du 30 mai 2018 et par les textes d'application à venir.

1. Règles de production

1.1. Règles générales

Les pratiques de travail du sol et les pratiques culturales utilisées préservent ou accroissent la matière organique du sol, améliorent la stabilité du sol et sa biodiversité, et empêchent son tassement et son érosion.

Les techniques de production utilisées empêchent autant que possible la contamination de l'environnement.

La fertilité et l'activité biologique du sol sont préservées et augmentées par la rotation pluriannuelle des cultures, comprenant les légumineuses et d'autres cultures d'engrais verts et par l'épandage

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

1/17

d'effluents d'élevage ou de matières organiques, de préférence compostés, provenant de la production biologique.

Il est possible d'utiliser des préparations biodynamiques.

La prévention des dégâts causés par les ravageurs, les maladies et les mauvaises herbes repose principalement sur la protection des prédateurs naturels, le choix des espèces et des variétés, la rotation des cultures, les techniques culturales et les procédés thermiques.

1.2. Pratiques interdites

L'utilisation d'OGM et de produits obtenus à partir d'OGM ou par des OGM est interdite en production biologique.

Le traitement par rayonnement ionisant est également interdit.

La production hydroponique est interdite.

1.3. Gestion et fertilisation des sols

Lorsque les mesures décrites dans le § a. ne suffisent pas, seuls les engrais et amendements du sol autorisés en production biologique peuvent être employés (voir tableau ci-dessous), et uniquement selon les besoins. Il est nécessaire de conserver les documents attestant la nécessité d'utiliser ces produits.

L'utilisation d'engrais minéraux azotés est interdite.

Dénomination	Précisions sur la composition et conditions d'emploi
Fumiers	- Produits constitués d'un mélange d'excréments d'animaux et de matière végétale (litière) - Ne doivent pas provenir d'élevages industriels
Fumier séché et fiente de volaille déshydratée	Ne doit pas provenir d'élevages industriels
Compost d'excréments d'animaux solides, y compris les fientes de volaille et les fumiers compostés	Ne doit pas provenir d'élevages industriels
Excréments d'animaux liquides	- Utilisation après fermentation contrôlée et/ou dilution appropriée - Ne doit pas provenir d'élevages industriels
Mélange composté ou fermenté de déchets ménagers	- Produit obtenu à partir de déchets ménagers (uniquement végétaux et animaux) triés à la source, soumis à un compostage ou à une fermentation anaérobie en vue de la production de biogaz - Doit être produit dans un système de collecte fermé et contrôlé, agréé par l'Etat membre - Teneurs maximales en mg/kg de matière sèche : cadmium : 0,7 ; cuivre : 70 ; nickel : 25 ; plomb : 45 ; zinc :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

2/17

	200 ; mercure : 0,4 ; chrome (total) : 70 ; chrome (VI) : non détectable
Compost de champignonnières	La composition initiale du substrat doit être limitée à des produits de ce tableau (+ tourbe autorisée pour horticulture)
Déjection de vers (lombricompost) et d'insectes	
Guano	
Mélange composté ou fermenté de matières végétales	Produit obtenu à partir de mélanges de matières végétales, soumis à un compostage ou une fermentation anaérobie en vue de la production de biogaz
Digestat de biogaz contenant des sous-produits animaux co-digérés avec des matières d'origine végétale ou animale énumérées dans le présent tableau	Les sous-produits animaux (y compris les sous-produits d'animaux sauvages) relevant de la catégorie 3 et le contenu du tube digestif relevant de la catégorie 2 [catégories 2 et 3 telles que définies par le Règlement 1069/2009] ne doivent pas provenir d'élevages industriels. Les procédés doivent être conformes aux dispositions du Règlement 142/2011. Ne pas appliquer sur les parties comestibles de la plante
Produits ou sous-produits d'origine animale suivants : Farine de sang, farine d'onglons, farine de corne, farine d'os ou farine d'os dégelatinisés, farine de poisson, farine de viande, farines de plume, de poils et chiquettes, laine, fourrure, poils, produits laitiers, protéines hydrolysées	Pour les fourrures, teneur maximale en mg/kg de matière sèche en chrome (VI) : non détectable Protéines hydrolysées : ne pas appliquer sur les parties comestibles de la plante
Produits et sous-produits organiques d'origine végétale pour engrais	Par exemple : farine de tourteau d'oléagineux, coques de cacao, radicules de malt
Protéines hydrolysées d'origine végétale	
Algues et produits d'algues	Obtenus directement par : - des procédés physiques, notamment par déshydratation, congélation et broyage - extraction à l'eau, ou avec des solutions aqueuses acides et/ou basiques - fermentation
Sciures et copeaux de bois	Bois non traités chimiquement après abattage
Ecorces compostées	Bois non traités chimiquement après abattage

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

3/17

Cendres de bois	A base de bois non traité chimiquement après abattage
Phosphate naturel tendre	- Produit défini à l'annexe I, partie A, point A.2, n°7, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais - Teneur en cadmium inférieure ou égale à 90 mg/kg de P ₂ O ₅
Phosphate aluminocalcique	- Produit défini à l'annexe I, partie A, point A.2, n°6, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais - Teneur en cadmium inférieure ou égale à 90 mg/kg de P ₂ O ₅ - Utilisation limitée aux sols basiques (pH > 7,5)
Scories de déphosphoration	Produit défini à l'annexe I, partie A, point A.2, n°1, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais
Sel brut de potasse ou kaïnite	Produit défini à l'annexe I, partie A, point A.3, n°1, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais
Sulfate de potassium pouvant contenir du sel de magnésium	Produit obtenu à partir de sel brut de potasse par un procédé d'extraction physique et pouvant contenir également des sels de magnésium
Vinasse et extraits de vinasse	Exclusion des vinasses ammoniacales
Carbonate de calcium (craie, marne, roche calcique moulue, maërl, craie phosphatée)	Uniquement d'origine naturelle
Carbonate de calcium et magnésium	Uniquement d'origine naturelle Par exemple : craie magnésienne, roche calcique magnésienne moulue
Sulfate de magnésium (kiésérite)	Uniquement d'origine naturelle
Sulfate de calcium (gypse)	- Produit défini à l'annexe I, partie D, n°1, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais - Uniquement d'origine naturelle
Chaux résiduaire de la fabrication du sucre	Sous-produit de la fabrication du sucre à partir de betterave sucrière et de canne à sucre
Chaux résiduaire de la fabrication de sel sous vide	Sous-produit de la fabrication sous vide de sel à partir de la saumure des montagnes
Soufre-élémentaire	Produit défini à l'annexe I, partie D, n°3, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais
Oligoéléments	Micronutriments inorganiques énumérés à l'annexe I, partie E, du règlement 2003/2003 relatif aux engrais
Chlorure de sodium	Uniquement sel gemme

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

4/17

Poudres de roche et argiles	
Léonardite (sédiments organiques bruts, riches en acides humiques)	Uniquement si elle est obtenue en tant que sous-produit d'activités minières.
Xylite	Uniquement si elle est obtenue en tant que sous-produit d'activités minières (ex : sous-produit de l'extraction du lignite)
Chitine (polysaccharide obtenu à partir de la carapace de crustacés)	Uniquement si elle est obtenue dans le contexte d'une pêche durable, telle que définie à l'article 3, point e), du Règlement 2371/2002 ou si elle est issue de l'aquaculture biologique.
Sédiments anaérobies riches en matières organiques provenant de masses d'eau douce (ex.: sapropèle)	<p>Uniquement les sédiments organiques qui sont des sous-produits de la gestion des masses d'eau douce ou qui sont extraits d'anciennes masses d'eau douce.</p> <p>Le cas échéant, l'extraction doit être effectuée de manière à limiter autant que possible l'incidence sur le milieu aquatique.</p> <p>Uniquement les sédiments provenant de sources exemptes de contaminations par des pesticides, polluants organiques persistants et substances telles que l'essence.</p> <p>Concentrations maximales en mg/kg de matière sèche : cadmium: 0,7; cuivre: 70; nickel: 25; plomb: 45; zinc: 200; mercure: 0,4; chrome (total): 70; chrome (VI): non détectable.</p>

Dans le tableau ci-dessus n'ont pas été repris les produits uniquement autorisés sur certaines cultures, dans le cas où il ne s'agit pas de pomme de terre.

La quantité totale d'effluents d'élevage utilisée sur l'exploitation ne doit pas dépasser 170 kg d'azote par an et par ha de surface agricole utilisée ; cette limite s'applique uniquement à l'utilisation de fumier, de fumier séché et de fiente de volaille déshydratée, de compost d'excréments d'animaux solides, y compris de fiente de volaille, de fumier composté et d'excréments d'animaux liquides.

Les exploitations de production biologique ne peuvent signer un accord de coopération en vue de l'épandage d'effluents excédentaires provenant de la production biologique qu'avec d'autres exploitations de production biologique. La limite maximale de 170 kg d'azote par an et par ha de surface agricole utilisée est calculée sur la base de l'ensemble des unités de production biologique concernées par cette coopération.

Des préparations à base de microorganismes peuvent être utilisées, soit pour améliorer l'état général du sol ou la disponibilité

1.4. Lutte contre les ravageurs, les maladies et les mauvaises herbes

Lorsque les mesures décrites dans le § a. ne suffisent pas à protéger les végétaux contre les ravageurs et les maladies, seuls les produits phytopharmaceutiques autorisés en production biologique (voir

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

tableau ci-dessous) peuvent être utilisés. Il est nécessaire de conserver les documents attestant la nécessité d'utiliser ces produits.

Dénomination	Précisions sur la composition et conditions d'emploi
<i>Allium sativum</i> (extrait d'ail)	
Azadirachtine extraite d' <i>Azadirachta indica</i> (neem ou margousier)	
Substances de base (y compris : lécithines, saccharose, fructose, vinaigre, lactosérum, chlorhydrate de chitosane, prêle des champs, etc)	Uniquement les substances de base au sens de l'article 23 du Règlement 1107/2009 qui sont couvertes par la définition du terme « denrée alimentaire » énoncée à l'article 2 du Règlement 178/2002 et qui sont d'origine végétale ou animale Substances à ne pas utiliser en tant qu'herbicides, mais uniquement dans la lutte contre les ravageurs et les maladies
Cire d'abeille	Uniquement pour la protection/cicatrisation des plaies de taille et de greffe
COS-OGA	
Protéines hydrolysées à l'exclusion de la gélatine	
Huiles végétales	Toutes utilisations autorisées, sauf en tant qu'herbicide
Pyréthrines extraites de <i>Chrysanthemum cinerariaefolium</i>	
Quassia extrait de <i>Quassia amara</i>	Uniquement en tant qu'insecticide, répulsif
Micro-organismes	Ne provenant pas d'OGM
Spinosad	
Phéromones	Uniquement pour pièges et distributeurs
Pyréthroides (uniquement deltaméthrine et lambdacyhalothrine)	Uniquement pour pièges avec appâts spécifiques ; uniquement contre <i>Bactrocera oleae</i> et <i>Ceratitis capitata</i> (Wied.)

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

6/17

Phosphate ferrique (orthophosphate (III) de fer)	Préparations à disperser en surface entre les plantes cultivées
Kieselgur (terre à diatomées)	
Composés de cuivre sous forme d'hydroxyde de cuivre, d'oxychlorure de cuivre, d'oxyde cuivreux, de bouillie bordelaise et de sulfate de cuivre tribasique	Jusqu'à 6 kg de cuivre par hectare et par an. Pour les cultures pérennes, les États membres peuvent disposer, par dérogation au paragraphe précédent, que la limite de 6 kg peut être dépassée au cours d'une année donnée, à condition que la quantité moyenne effectivement utilisée sur une période de cinq ans comprenant l'année en question et les quatre années précédentes ne dépasse pas 6 kg.
Phosphate diammonique	Uniquement en tant qu'appât dans les pièges
Ethylène	Seules les utilisations en intérieur en tant que régulateur de croissance végétale peuvent être autorisées. Les autorisations sont limitées aux utilisateurs professionnels.
Acides gras	Toutes utilisations autorisées, sauf en tant qu'herbicide
Polysulfure de calcium	
Huile de paraffine	
Sable quartzeux	
Soufre	
Carbonate acide de potassium et hydrogénocarbonate de sodium (également dénommés bicarbonate de potassium/bicarbonate de soude)	
Répulsifs olfactifs d'origine animale ou végétale/graisse de mouton	Uniquement sur les parties non comestibles des cultures et dans les cas où celles-ci ne sont pas ingérées par des caprins ou des ovins
<i>Salix</i> spp. <i>Cortex</i> (substance également connue sous le nom d'écorce de saule)	
Silicate d'aluminium (kaolin)	
Anhydride carbonique	
Laminarine	Le varech est soit cultivé selon le mode de production biologique conformément à l'article 6 <i>quinquies</i> du Règlement 889/2008, soit récolté dans le respect du principe d'une gestion durable, conformément à l'article 6 <i>quater</i> du Règlement 889/2008

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

7/17

Dans le tableau ci-dessus n'ont pas été repris les produits uniquement autorisés sur certaines cultures, dans le cas où il ne s'agit pas de pomme de terre.

Le cahier des charges français concernant le mode de production biologique interdit l'utilisation des produits de protection des cultures contenant du PBO (butoxyde de pipéronyle).

Les produits utilisés dans les pièges et les distributeurs (à l'exception des distributeurs à phéromones), ne doivent pas pénétrer dans l'environnement ni entrer en contact avec les cultures. Après utilisation les pièges sont enlevés et éliminés sans risque.

Un adjuvant extemporané est défini dans le cahier des charges français concernant le mode de production biologique comme « *une substance démunie d'activité phytopharmaceutique propre telle que définie dans le règlement (CE) n° 1107/2009 ajoutée à une préparation commerciale par le producteur avant traitement d'une parcelle. Un adjuvant extemporané permet d'optimiser les propriétés physiques, chimiques ou biologiques des substances actives et/ou de la bouillie, auxquelles il est adjoind* ».

En France, les adjuvants extemporanés bénéficiant d'une AMM à base des produits suivants sont autorisés en agriculture biologique :

- Lécithine ;
- huile de paraffine ;
- terpènes de pin ;
- huiles végétales ;
- savon mou/savon noir.

1.5. Plants de pomme de terre

Seuls les plants produits selon le mode biologique peuvent être utilisés.

A cet effet, la plante mère a été produite selon le mode de production biologique pendant au moins une génération.

Le GNIS (Groupement national interprofessionnel des semences et plants) gère la base de données française des plants de pomme de terre biologiques, consultable sur internet à l'adresse www.semences-biologiques.org. On y trouve la liste des fournisseurs qui commercialisent des plants de pomme de terre biologiques, par variété disponible.

En cas de non disponibilité de plants biologiques, les autorités françaises peuvent autoriser l'utilisation de plants non biologiques, à condition que ces plants n'aient pas été traités avec des produits phytopharmaceutiques autres que ceux admis pour les plants biologiques (voir § d ci-dessus), sauf si le traitement chimique a été prescrit pour des raisons phytosanitaires par les autorités françaises, pour toutes les variétés d'une espèce donnée dans la zone où les plants de pommes de terre doivent être utilisés

L'autorisation d'utiliser des plants de pommes de terre non biologiques ne peut être accordée que dans les cas suivants :

- Aucune variété de pomme de terre n'est enregistrée dans la base de données gérée par le GNIS (voir ci-dessus) ;
- Aucun fournisseur ne peut livrer les plants de pommes de terre avant la plantation, alors que l'exploitant les a commandés en temps utile ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- Si la variété que l'exploitant veut obtenir n'est pas enregistrée dans la base de données gérée par le GNIS (voir ci-dessus), et que l'exploitant peut démontrer qu'aucune des variétés enregistrées n'est appropriée et que l'autorisation est donc importante pour sa production ;
- Lorsque l'autorisation est justifiée pour une utilisation à des fins de recherche, d'analyse, dans le cadre d'essais à petite échelle sur le terrain ou pour permettre la conservation d'une variété avec l'accord des autorités françaises.

Cette autorisation est accordée avant les semis.

Généralement elle ne peut être octroyée qu'à titre individuel et pour une saison à la fois, et l'organisme chargé des autorisations enregistre les quantités de plants de pommes de terre autorisées.

Cette autorisation peut être une autorisation générale accordée à tous les utilisateurs dans les cas suivants :

- Aucune variété de pomme de terre n'est enregistrée dans la base de données gérée par le GNIS ;
- Pour une variété déterminée, lorsque cette dernière n'est pas enregistrée dans la base de données gérée par le GNIS, et que les exploitants peuvent démontrer qu'aucune des variétés enregistrées n'est appropriée et que l'autorisation est donc importante pour leur production.

La demande de dérogation s'effectue en ligne sur le site www.semences-biologiques.org, elle est transmise directement à l'organisme certificateur via la base de données.

1.6. Cas particulier exploitation partiellement consacrée à la production biologique

Si l'ensemble de l'exploitation agricole n'est pas géré en conformité avec les exigences applicables à la production biologique, elle peut être scindée en unités clairement distinctes, à condition que les variétés gérées en production biologique soient différentes des autres et qu'elles puissent en être facilement distinguées.

Dans ce cas les terres et les produits gérés en production biologique sont séparés de ceux qui ne le sont pas, et cette séparation est attestée par un registre tenu à jour.

2. Collecte, emballage, transport, stockage, conditionnement

2.1. Collecte

Les informations concernant les jours, heures, circuits de collecte ainsi que les dates et les heures de réception des produits doivent être conservées à disposition de l'organisme de contrôle.

Il est possible de collecter simultanément des pommes de terre issues de l'agriculture biologique et non issues de l'agriculture biologique si des mesures sont mises en place pour prévenir tout risque de mélange ou d'échange des 2 types de produits, et pour garantir l'identification des produits issus de l'agriculture biologique.

2.2. Transport

Les pommes de terre issues de l'agriculture biologique doivent être transportées dans des emballages, conteneurs ou véhicules appropriés, fermés de façon à ce qu'il soit impossible de substituer le contenu sans manipulation ou endommagement du cachet, et munis d'un étiquetage mentionnant :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- le nom et l'adresse de l'opérateur et, s'ils sont différents, le nom et l'adresse du propriétaire ou du vendeur des pommes de terre ;
- le nom du produit, en précisant qu'il est issu de production biologique ;
- le nom et/ou le n° de code de l'organisme de contrôle dont l'opérateur dépend ;
- le cas échéant, la marque d'identification du lot, apposée conformément à un système de marquage agréé au niveau national ou convenu avec l'organisme de contrôle, et permettant de faire le lien entre le lot et les documents comptables (voir § 3).

Les informations ci-dessus peuvent également être présentées dans un document d'accompagnement, à condition que le lien entre ce document et l'emballage, le conteneur ou le véhicule puisse être formellement établi. Ce document doit contenir des informations concernant le fournisseur et/ou le transporteur.

Il n'est pas nécessaire de fermer les emballages, conteneurs ou véhicules lorsque :

- le transport a lieu directement entre 2 opérateurs soumis au régime de contrôle relatif à la production biologique ;
- et que les pommes de terre sont accompagnées d'un document contenant les informations indiquées dans le paragraphe ci-dessus ;
- et que l'expéditeur et les destinataires tiennent les documents concernant ces opérations de transport à la disposition de l'organisme de contrôle dont ils dépendent.

2.3. Réception

A réception de produits issus de l'agriculture biologique, l'opérateur vérifie la bonne fermeture de l'emballage ou du conteneur lorsque celle-ci est requise, ainsi que la présence des indications précisées au § 2.b.

Il vérifie la cohérence entre les informations présentes sur l'étiquette et celles des documents d'accompagnement, et enregistre le résultat de cette vérification dans les documents comptables (voir § 3).

2.4. Stockage

Les zones de stockage des pommes de terre issues de l'agriculture biologique sont gérées de façon à assurer l'identification des lots et à éviter tout mélange ou toute contamination par des produits et/ou substances non conformes aux règles de la production biologique.

Les pommes de terre issues de l'agriculture biologiques doivent pouvoir être clairement identifiées à tout moment.

Si un opérateur utilise à la fois des produits non issus de l'agriculture biologique et des produits issues de l'agriculture biologique, et que ces derniers sont stockés dans les mêmes entrepôts que d'autres produits agricoles :

- les produits issue de l'agriculture biologique sont tenus à l'écart des autres produits agricoles ;
- des mesures sont mises en place pour identifier les lots et éviter tout mélange ou échange avec des produits non issus de l'agriculture biologique ;
- un nettoyage approprié, dont l'efficacité a été contrôlée, est effectué avant le stockage des produits issus de l'agriculture biologique. L'exploitant conserve une trace de ces opérations.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

2.5. Conditionnement

Les stations de conditionnement qui conditionnent des pommes de terre issues de l'agriculture biologique doivent mettre en place des mesures pour :

- éviter la contamination des pommes de terre issues de l'agriculture biologique par des produits ou substances interdits en production biologique ;
- que des mesures de nettoyage appropriées soient utilisées, que l'efficacité de ce nettoyage soit validée et que ces opérations fassent l'objet d'enregistrements ;
- que la traçabilité soit assurée tout au long du conditionnement, pour éviter l'étiquetage de pommes de terre non issues de l'agriculture biologique comme étant des pommes de terre issues de l'agriculture biologique.

Pour les stations de conditionnement qui manipulent à la fois des pommes de terre issues de l'agriculture biologique et des pommes de terre non issues de l'agriculture biologique, il est nécessaire de :

- séparer, physiquement ou dans le temps, le conditionnement des pommes de terre issues de l'agriculture biologique et celui des pommes de terre non issues de l'agriculture biologique. Si le conditionnement des pommes de terre issues de l'agriculture biologique a lieu après celui de pommes de terre non issues de l'agriculture biologique, un nettoyage efficace et adapté doit avoir lieu entre les deux séries de conditionnement
- tenir à jour l'enregistrement du conditionnement de pommes de terre issues de l'agriculture biologique, et les quantités conditionnées

2.6. Produits de nettoyage et de désinfection

Le cahier des charges français concernant le mode de production biologique fixe des exigences à respecter pour les produits de nettoyage et de désinfection pour les bâtiments et les installations de production végétale issues de l'agriculture biologique, y compris le stockage dans une exploitation agricole.

Depuis le 30 septembre 2017, ces produits ne doivent pas contenir de PBO (butoxyde de pipéronyle) comme synergisant.

Les produits de nettoyage autorisés sont :

- Ceux listés à l'annexe VII du Règlement 889/2008 (c'est-à-dire ceux autorisés en production animale) à l'exception du formaldéhyde ;
- Ceux listés en annexe de l'arrêté du 8 septembre 1999, pris en application de l'article 11 du décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié, ainsi que ceux considérés comme autorisés en vertu de l'article 11-3 du décret n° 73-138, à l'exception des substances suivantes :
 - o Dérivés carboxylés d'alkylphénols polyéthoxylés, ou leurs sels alcalins (1^{er} groupe, C-3) ;
 - o Alkylphénols polyéthoxylés, sels alcalins de leurs dérivés sulfatés et leurs éthers benzylques (C-4) ;
 - o Butylglycol (2^{ème} groupe, 11) ;
 - o Aldéhyde formique (2^{ème} groupe, 12) ;
 - o Acide monobromoacétique (2^{ème} groupe, 31) ;
 - o Perborate de sodium (3^{ème} groupe, C-5) ;
 - o Acide éthylène diaminoacétique (EDTA) et ses sels alcalins (3^{ème} groupe, E-4) ;
 - o Acide borique (4^{ème} groupe, A-5) ;
 - o Azurants optiques (4^{ème} groupe, G-) ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- Section III relative aux constituants qui sont des OGM ;
- Section IV relative aux constituants utilisables comme catalyseurs et appartenant à la 1^{ère} ou à la 2^e catégorie des substances classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

Les produits de nettoyage doivent par ailleurs respecter les critères énumérés au point 2 de l'annexe II du cahier des charges.

Les produits biocides utilisés pour la désinfection sont autorisés à condition :

- Qu'ils aient été déclarés en application de l'article L522-19 du code de l'environnement pour les usages suivants « type de produits 3 : produits biocides destinés à l'hygiène vétérinaire » et « type de produits 4 : désinfectants pour les surfaces en contact avec les denrées alimentaires et les aliments pour animaux » et que leur déclaration ait été acceptée par le Ministère chargé de l'écologie ;
- Et qu'ils ne soient pas classés R45-46-48-49 et leurs combinaisons, ni R60 à 64, ni R59, tels que définis par l'arrêté du 20 avril 1994.

Ces produits ne peuvent être utilisés que dans des locaux en l'absence de produits végétaux, sous réserve que ces produits ne soient pas destinés à lutter contre des organismes nuisibles de ces végétaux ou des denrées stockées.

3. Contrôle

3.1. Démarches avant le démarrage de l'activité d'agriculture biologique

Avant de se convertir à l'agriculture biologique, il est nécessaire de :

- notifier son activité auprès de l'Agence Bio (portail de notification : <https://notification.agencebio.org/>) ;
- soumettre son exploitation agricole au système de contrôle via un organisme de contrôle agréé.

L'exploitant doit notifier les informations suivantes à l'Agence Bio :

- nom et adresse ;
- localisation des locaux et des parcelles (données cadastrales) où les opérations sont effectuées ;
- nature des opérations et des produits ;
- engagement à respecter la réglementation sur la production biologique ;
- date à laquelle l'exploitant a cessé d'appliquer, sur les parcelles concernées, des produits dont l'utilisation est interdite en agriculture biologique ;
- nom de l'organisme agréé sélectionné pour le contrôle.

Cette notification est renouvelée chaque année auprès de l'Agence Bio.

L'exploitant doit fournir à l'organisme de contrôle agréé qu'il a sélectionné une déclaration signée contenant les éléments suivants :

- une description complète de l'exploitation et de l'activité concernée. Les lieux de stockage et de production, les parcelles, et, le cas échéant, les lieux où certaines opérations d'emballage sont effectuées sont indiquées dans cette description ;
- date de la dernière application, sur les parcelles concernées, de produits dont l'utilisation n'est pas compatible avec les règles de production biologique ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- les mesures concrètes à mettre en œuvre au niveau de l'exploitation et/ou de l'activité pour s'assurer du respect des règles de production biologique ;
- les mesures de précaution à prendre afin de réduire le risque de contamination par des produits ou des substances non autorisés et les mesures de nettoyage à mettre en œuvre dans les lieux de stockage et d'un bout à l'autre de la chaîne de production.

Dans cette déclaration, l'exploitant doit s'engager :

- à réaliser les opérations conformément aux règles de la production biologique ;
- à accepter, en cas d'infraction ou d'irrégularité, d'appliquer les mesures prévues ;
- à veiller à informer par écrit les acheteurs de son produit afin que les indications concernant le mode de production biologique en soient retirées en cas de besoin ;
- à accepter l'échange d'informations et la transmission de dossiers de contrôle entre les organismes de contrôle dont dépendent l'exploitant et ses sous-traitants ;
- à accepter, lorsqu'il se retire du système de contrôle :
 - o d'informer sans tarder son organisme de contrôle et l'Agence Bio ;
 - o que son dossier de contrôle soit conservé pendant au moins 5 ans ;
- à accepter d'informer sans tarder l'organisme de contrôle concerné de toute irrégularité ou infraction altérant le caractère biologique de ses pommes de terre ou des produits issus de l'agriculture biologique reçus d'autres opérateurs ou sous-traitants.

Si des opérations sont sous-traitées à des tiers, la déclaration ci-dessus doit inclure :

- Une liste des sous-traitants, une description de leurs activités et les noms des organismes de contrôle auxquels ils sont rattachés ;
- Un accord écrit des sous-traitants, dans lequel ils déclarent avoir soumis leur activité au régime de contrôle de la production biologique ;
- Les mesures concrètes, en particulier un système adapté de documentation comptable, à prendre au niveau de l'exploitation, pour garantir que les fournisseurs, les vendeurs, les destinataires et les acheteurs, selon le cas, des produits mis sur le marché puissent être recherchés et identifiés.

Cette déclaration est vérifiée par l'organisme de contrôle, qui rédige un rapport précisant les éventuels dysfonctionnements par rapport aux règles de production biologique.

L'exploitant contresigne ce rapport et met en place les éventuelles mesures correctives nécessaires.

En cas de changement dans les éléments fournis à l'organisme avant le démarrage de l'activité, l'exploitant doit informer l'organisme de ces modifications.

3.2. Démarches avant le démarrage de l'activité conditionnement de pommes de terre issues de l'agriculture biologique

Avant de démarrer le conditionnement de pommes de terre issues de l'agriculture biologique, il est nécessaire de :

- notifier son activité auprès de l'Agence Bio (portail de notification : <https://notification.agencebio.org/>) ;
- soumettre la station de conditionnement au système de contrôle via un organisme de contrôle agréé.

L'opérateur doit notifier les informations suivantes à l'Agence Bio :

- nom et adresse ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- localisation des locaux où les opérations (stockage et conditionnement) sont effectuées ;
- nature des opérations et des produits ;
- engagement à respecter la réglementation sur la production biologique ;
- nom de l'organisme agréé sélectionné pour le contrôle.

Cette notification est renouvelée chaque année auprès de l'Agence Bio.

L'opérateur doit également fournir à l'organisme de contrôle agréé qu'il a sélectionné une déclaration signée contenant les éléments suivants :

- une description complète des locaux et de l'activité concernée. Les lieux de stockage et les zones de conditionnement sont indiquées dans cette description ;
- les mesures concrètes à mettre en œuvre au niveau de la station de conditionnement pour s'assurer du respect des règles de production biologique ;
- les mesures de précaution à prendre afin de réduire le risque de contamination par des produits ou des substances non autorisés et les mesures de nettoyage à mettre en œuvre dans les lieux de stockage et d'un bout à l'autre de la chaîne de conditionnement.

Dans cette déclaration, l'opérateur doit s'engager :

- à réaliser les opérations conformément aux règles de la production biologique ;
- à accepter, en cas d'infraction ou d'irrégularité, d'appliquer les mesures prévues ;
- à veiller à informer par écrit les acheteurs de son produit afin que les indications concernant le mode de production biologique en soient retirées en cas de besoin ;
- à accepter l'échange d'informations et la transmission de dossiers de contrôle entre les organismes de contrôle dont dépendent l'exploitant et ses sous-traitants ;
- à accepter, lorsqu'il se retire du système de contrôle :
 - o d'informer sans tarder son organisme de contrôle et l'Agence Bio ;
 - o que son dossier de contrôle soit conservé pendant au moins 5 ans ;
- à accepter d'informer sans tarder l'organisme de contrôle concerné de toute irrégularité ou infraction altérant le caractère biologique de ses pommes de terre ou des produits issus de l'agriculture biologique reçus d'autres opérateurs ou sous-traitants.

Si des opérations sont sous-traitées à des tiers, la déclaration ci-dessus doit inclure :

- Une liste des sous-traitants, une description de leurs activités et les noms des organismes de contrôle auxquels ils sont rattachés ;
- Un accord écrit des sous-traitants, dans lequel ils déclarent avoir soumis leur activité au régime de contrôle de la production biologique ;
- Les mesures concrètes, en particulier un système adapté de documentation comptable, à prendre au niveau de la station de conditionnement, pour garantir que les fournisseurs, les vendeurs, les destinataires et les acheteurs, selon le cas, des produits mis sur le marché puissent être recherchés et identifiés.

Cette déclaration est vérifiée par l'organisme de contrôle, qui rédige un rapport précisant les éventuels dysfonctionnements par rapport aux règles de production biologique.

L'opérateur contresigne ce rapport et met en place les éventuelles mesures correctives nécessaires.

En cas de changement dans les éléments fournis à l'organisme avant le démarrage de l'activité, la station de conditionnement doit informer l'organisme de ces modifications.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

3.3. Visites de contrôle

L'organisme de contrôle doit physiquement visiter le site (exploitation ou station de conditionnement selon le cas) au moins une fois par an. Il effectue également par sondage des visites de contrôle supplémentaires, généralement inopinées.

Il peut prélever des échantillons afin de vérifier l'absence de produits ou de techniques de production interdits en production biologique, ou une éventuelle contamination par des produits non autorisés. Après chaque visite, l'organisme de contrôle établit un rapport de visite qui est contresigné par le responsable de l'exploitation ou de la station de conditionnement.

L'organisme de contrôle doit fournir à l'opérateur un document justificatif attestant de la conformité aux règles de production biologique, rédigé selon le modèle prévu à l'annexe XII du Règlement 889/2008.

La liste des opérateurs notifiés et contrôlés peut être consultée sur le site de l'Agence Bio : www.agencebio.org.

3.4. Gestion documentaire et documents comptables

L'opérateur qui achète des produits issus de l'agriculture biologique doit vérifier les documents justificatifs de ses fournisseurs.

Une comptabilité matière et monétaire, conservée sur l'exploitation ou la station de conditionnement, doit permettre à l'opérateur d'identifier, et à l'organisme de contrôle de rechercher, les informations suivantes :

- le(s) fournisseur(s) et/ou le(s) vendeur(s) ou l(es) exportateur(s) des produits ;
- la nature et la quantité de produits issus de l'agriculture biologique livrés à l'exploitation ou à la station de conditionnement et, le cas échéant, la nature et la quantité de tous les matériaux achetés et leur utilisation ;
- la nature et la quantité des produits issus de l'agriculture biologique entreposés dans les locaux ;
- la nature, la quantité, les destinataires et, s'ils sont différents les acheteurs, autres que les consommateurs finals, de tout produit ayant quitté l'exploitation ou la station de conditionnement.

Les documents comptables contiennent également les résultats de la vérification effectuée à la réception des produits issus de l'agriculture biologique.

Les données figurant dans les documents comptables doivent être étayées par des justificatifs appropriés.

Les documents comptables doivent faire apparaître un équilibre entre les entrées et les sorties.

Le cas échéant les unités de production non biologique et les locaux de stockage des intrants sont également contrôlés.

Chaque année, l'exploitant notifie à l'organisme de contrôle son programme de production de pommes de terre, ventilé par parcelles.

Les cahiers de culture, sous forme de registre, doivent être tenus à disposition de l'organisme de contrôle sur l'exploitation, et contenir, en plus du programme de production annuel:

- la date d'application des engrais utilisés, le type et la quantité d'engrais, les parcelles concernées ;
- la raison et la date de traitement à l'aide de produits phytopharmaceutiques, le type de produits et la méthode de traitement ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- le type d'intrants agricoles achetés, la date d'achat et la quantité achetée ;
- la date de récolte, le type et la quantité de la production biologique ou en conversion.

4. Conversion à l'agriculture biologique

En cas de conversion à l'agriculture biologique, l'exploitant doit appliquer les règles suivantes :

- la période de conversion démarre au plus vite après la notification à l'Agence Bio et la soumission de l'exploitation au système de contrôle ;
- les règles de production biologique s'appliquent pendant la période de conversion ;
- des périodes de conversion spécifiques sont définies par type de culture ;
- dans une exploitation en partie en production biologique et en partie en conversion vers la production biologique, l'exploitant sépare les 2 types de produits et tient à jour un registre permettant d'attester cette séparation.

Pour que les pommes de terre soient considérées comme issues de l'agriculture biologique, les règles d'agriculture biologique doivent avoir été appliquées sur les parcelles concernées pendant une période de 2 ans au moins avant l'ensemencement.

5. Etiquetage

5.1. Mentions obligatoires pour les pommes de terre issues de l'agriculture biologique

L'étiquetage des pommes de terre issues de l'agriculture biologiques et commercialisées comme telles doit porter les mentions suivantes :

- **le logo biologique de l'Union européenne**, qui doit suivre le modèle décrit à l'annexe du Règlement 271/2010 qui a modifié le Règlement 889/2008 ;



- **le numéro de code de l'organisme de contrôle** dont dépend l'opérateur qui a effectué la dernière opération de production ou de préparation (l'emballage fait partie de la préparation), qui doit figurer dans le même champ visuel que le logo biologique de l'Union Européenne. Le numéro de code d'un organisme de contrôle français se présente sous la forme FR-BIO-XY, XY étant un numéro de 2 ou 3 chiffres qui identifie chaque organisme (ex : FR-BIO-05) ;
- **une indication du lieu de production agricole**. Dans le cas des pommes de terre cultivées en France, cette mention est, soit « Agriculture UE », soit « Agriculture France », soit la 1^{ère} mention complétée par « France ». Cette indication doit figurer sous le numéro de code de l'organisme de contrôle.

Ces mentions doivent être situées à un endroit apparent de manière à être facilement visibles, lisibles et indélébiles.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

16/17

5.2. Mention autorisée sur les pommes de terre en conversion

Les pommes de terre en conversion peuvent porter l'indication « produit en conversion vers l'agriculture biologique » à condition que :

- une période de conversion d'au moins 12 mois avant la récolte ait été respectée ;
- l'indication « produit en conversion » apparaisse dans une couleur, une taille et un style de caractères (même taille de caractères à utiliser pour tous les mots de l'indication) qui ne la fassent pas plus ressortir que la dénomination de vente de la pomme de terre ;
- cette indication soit liée au numéro de code de l'organisme de contrôle.

5.3. Utilisation marque « AB »



La marque « AB » appartient au Ministère de l'agriculture et de la pêche.

Sa présence atteste que la pomme de terre est issue de l'agriculture biologique, qu'elle respecte la réglementation française en vigueur, que sa production est certifiée par un organisme de contrôle agréé.

Son utilisation est optionnelle ; par contre son emploi oblige à respecter les règles d'usage de cette marque, disponibles sur le site internet de l'Agence Bio (www.agencebio.org).

La charte graphique décrite dans ces règles d'usage doit être appliquée.

Cette marque ne peut être utilisée que par les opérateurs qui ont obtenu l'autorisation écrite de cet emploi :

- pour l'utilisation à des fins de certification sur l'étiquetage des produits : demande à adresser à son organisme de contrôle, en utilisant le formulaire prévu à cet effet. Une nouvelle autorisation doit être demandée pour toute modification (nouvel étiquetage, modification de la taille du logotype, ...) ;
- pour l'utilisation sur des supports de communication et d'information : demande à adresser à l'Agence Bio, en utilisant le formulaire prévu à cet effet accompagné du projet définitif, maquette incluse, du support de communication sur lequel on souhaite apposer la marque.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : Août 2019

17/17